

Débat national sur l'avenir de l'Ecole

Restitution de synthèse - Secteur de BIZANOS

" Le besoin de transmettre savoir et compétences, le désir de les acquérir sont des constantes de la condition humaine. Maîtrise et apprentissage, instruction et acquisition doivent continuer aussi longtemps qu'il y aura des sociétés. La vie, telle que nous la connaissons, ne saurait s'en passer. Mais des changements significatifs sont en cours. "

Maîtres et disciples George STEINER N.R.F. Essais Gallimard octobre 2003

Mardi 2 décembre de 17 h 30 à 20 h 30 au Pôle Culturel de Bizanos.

Sujets retenus :

- ◆ **Sujet n° 2 : Quelles doivent être les missions de l'école, à l'heure de l'Europe et pour les décennies à venir ?**
Question appartenant au domaine : Définir les missions de l'école.
- ◆ **Sujet n°12 : Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'école peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?**
Question appartenant au domaine : Faire réussir les élèves.

Avant d'aborder ces deux questions, sont rappelés les objectifs, les engagements et le cadre du Débat national sur l'avenir de l'Ecole

31 personnes étaient présentes dont : 4 élus de 3 communes, 2 parents d'élèves eux-mêmes enseignants dans l'enseignement supérieur, 1 aide-éducateur, 24 enseignants.

Plusieurs remarques et interrogations sont formulées au sujet de la faible mobilisation à la fois des enseignants, des élus et des parents. Des hypothèses sont avancées :

- L'organisation et la communication sont inadaptées. Ne convenait-il pas d'organiser les débats dans les écoles où sont scolarisés les enfants ? Les documents synthétiques « Ouvrir le débat national sur l'avenir de l'Ecole. Quelle école pour demain ? » sont peu attractifs et leurs distributions n'ont pas permis aux élus et parents d'en prendre connaissance avant cette réunion.
- Les fiches disponibles sur Internet représentent une documentation très riche mais peu accessible pour le plus grand nombre et impressionnante par son volume.
- Les liens avec les mairies et autres collectivités territoriales ainsi qu'avec les associations n'ont pas été pris suffisamment en compte.
- La précipitation avec laquelle s'est mis en œuvre ce débat n'est pas comprise d'autant que la conclusion du Haut Conseil de l'Evaluation de l'Ecole est la suivante :
« ...Nous possédons aujourd'hui un système performant et robuste qui a connu ces dernières années une réussite exceptionnelle mais qui souffre maintenant comme souffrent la plupart des autres systèmes éducatifs comparables. »
Il n'y a pas péril en la demeure, il fallait donner plus de temps. Le risque n'est-il pas que ce grand rendez-vous soit une occasion ratée ?
- La faible participation des parents d'élèves ne doit – elle pas être une source de réflexions, lesquelles auraient à dépasser les seuls effets possibles de ce qui a été noté précédemment sur l'organisation et la communication de ce Débat National. Le dialogue entre les parents et l'école n'est-il pas difficile au quotidien ?
- D'une manière générale, une sensation de duperie et d'inutilité à l'égard de cette consultation est souvent exprimée. « Tout est déjà décidé ! » La loi qui s'annonce est déjà probablement écrite et mettra en place une école « à l'américaine faite pour creuser les différences et adapter aux seuls enfants des milieux économiquement et socialement favorisés. Pour autant, la politique de la chaise vide peut-elle être considérée comme pertinente et constructive. Cette participation aux réunions du Débat National n'implique en aucun cas une éventuelle responsabilité quant au contenu de la future loi.

a) Avant que ne soient traitées les deux questions mentionnées plus haut, sont présentés les « Eléments de diagnostic sur le système scolaire français – Avis du Haut Conseil de l'Evaluation de l'Ecole. »

A l'issue de cette présentation, des échanges ont lieu autour de ces points essentiels :

- Quelles sont les garanties d'emplois avec l'obtention de diplômes de l'enseignement supérieur dans la mesure où de nombreux étudiants diplômés doivent momentanément ou durablement se contenter d'emploi sous qualifiés voire précaires ? N'est-ce pas un problème d'orientation après le baccalauréat dans la mesure où il y a, par exemple, un manque

d'ingénieurs faute d'étudiants s'engageant dans ce type de formation scientifique ou technique. Les classes « Prépa » font peur, les étudiants sont trop sous pression, parfois humiliés, « il faut en vouloir ! »

- L'école est souvent sujette aux réformes, qu'en est-il du collège ? N'est – il pas indispensable d'envisager une vraie continuité entre l'école primaire et le collège ? L'insuffisance des liens entre l'école maternelle et l'école primaire est également mentionnée.
Actuellement, la quasi – totalité des enfants et adolescents vont au collège et au lycée. A cet égard, la validité du collège unique est soulignée par le Haut Conseil de l'Evaluation. Encore conviendrait-il d'accepter de prendre les élèves là où ils en sont dans leurs apprentissages plutôt que là où ils devraient être ? Si on peut observer que le niveau global des élèves augmente, il faut aussi souligner que les élèves en échec scolaire sont en situation de plus grande difficulté que par le passé ; quelle place pourront-ils avoir dans une société demandant de plus en plus de diplômés de niveau 4 et plus ? N'est-il pas urgent de revaloriser les formations professionnelles infra – baccalauréat afin qu'elles deviennent pour les enseignants, les parents et bien sûr les élèves un parcours de réussite sachant que de surcroît les besoins en terme d'emplois sont réels.
- Le système à l'école primaire est devenu trop lourd avec la disparition des emplois – jeunes, les remplacements mal assurés, l'absence d'équipes complètes de R.A.S.E.D et de manière concomitante le constat d'une extension des missions des professionnels de l'éducation... Les enseignants ont le sentiment d'être seuls et d'avoir des réponses insuffisantes à apporter aux enfants connaissant des situations difficiles sur différents plans (social, familial, échec scolaire...). Le désarroi, l'alourdissement des tâches face à certaines situations et l'isolement sont-ils le fait d'une méconnaissance des dispositifs existants et donc d'une insuffisance de formation et d'information ou bien aussi à une carence de moyens humains adaptés aux besoins multiples nécessaires pour que l'école puisse faire face à l'ensemble des sollicitations dont elle est l'objet.
- Comment mieux travailler avec les parents dans le respect de la place et du rôle de chacun ? Comment travailler avec les familles en difficulté et/ou en souffrance pour qu'elles trouvent dans l'école une réelle place et une réelle écoute et attention sans stigmatisation ? Comment mieux conseiller les parents dont les enfants sont en difficulté alors que l'on constate des prises en charge ambulatoires parfois trop tardives, faute de réponses immédiates de la part de certains services comme les C.M.P.I ou les C.M.P.P. qui n'ont pas les moyens humains suffisants pour répondre à toutes les sollicitations, alors que l'on constate aussi que des enfants orientés vers des établissements spécialisés sont maintenus à l'école faute de places disponibles ?
- Un des éléments du diagnostic concerne les 10 à 15% d'élèves en plus ou moins grande difficulté de compréhension face à l'écrit et dont près de la moitié de ces derniers peut être considérée en très grande difficulté. Il est indiqué que « cette proportion d'élèves en grande et très grande difficulté n'a pas sensiblement augmenté au cours des dernières années mais elle n'a pas diminué et sur ce point comme sur d'autres notre système éducatif connaît un palier. »
Après l'étonnement quant à ces chiffres, il semble que cette proportion soit conforme à ce qui est observé dans les classes sur le plan local.
Les intervenants s'interrogent sur les stratégies à mettre en place. La solution serait-elle dans le recours généralisé à la classe unique ? Le système des cycles a-t-il été réellement mis en place, quelles évaluations ont été réalisées ou non à ce sujet. Ne convient-il pas de consolider ce système en favorisant le travail en équipe dans les écoles, entre les écoles et le collège...

B) QUESTION 2 : Quelles doivent être les missions de l'Ecole, à l'heure de l'Europe et pour les décennies à venir ?

- Une idée force est exprimée : l'école doit former des citoyens.
Les parents, et à travers eux la société, visent la réussite professionnelle de leurs enfants ce qui est légitime mais tend à minorer l'importance de la formation du citoyen de demain. A cet égard, la polyvalence et le développement de l'esprit critique sont indispensables. L'école a bien comme mission de permettre aux élèves d'avoir accès aux apprentissages de base (le fameux : lire, écrire, compter) mais elle doit être aussi particulièrement vigilante à développer la curiosité, la capacité de s'informer, à former l'esprit critique pour que les élèves puissent devenir des citoyens de leur pays et de l'Europe de plus en plus élargie, des citoyens capables de penser dans un monde sans cesse plus complexe où "le rôle exponentiel et l'autorité des sciences et des techniques dans les affaires de la planète vont bien au-delà de l'économie et du pragmatique".
- Permettre l'accès à la culture est important, surtout pour ceux qui ne sont pas issus d'un milieu socio – culturel favorisé. Ne doit-on pas s'inquiéter de la disparition programmée des classes P.A.C ?
- La spécificité française de l'école maternelle doit être défendue. N'y a – t – il pas un risque de nivellement par le bas dans le cadre des harmonisations européennes observées dans d'autres domaines ?

- Il faut s'interroger sur les effets malsains du rapport qui semble s'établir de plus en plus voire être de plus en plus souhaité par les hommes politiques, entre crédits, évaluation et réussite. Peut-on réfléchir et bâtir une école sur des critères trop connotés sur le seul plan économique sans risquer de remettre en cause les fondements historiques de l'école publique ?

C) QUESTION 12 : Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'école peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?

- Les aides aux enfants en difficulté passent, entre autres, par les soutiens et accompagnements organisés par des associations qui ont le souci d'agir en liaison avec les équipes pédagogiques. Or, il s'avère que ces associations rencontrent de plus en plus de difficultés pour s'attacher la participation de bénévoles, de volontaires.
- Les représentants des collectivités locales évoquent leurs préoccupations quant à l'impact économique sur les budgets des communes des décisions qui sont prises pour améliorer les conditions matériels et techniques de l'enseignement dans le premier degré. L'exemple du plan "Informatique pour tous" est cité comme emblématique d'une décision prise par l'Etat mais financé par les budgets communaux tant en termes d'investissements, de maintenance, qu'en terme d'emplois. Ces préoccupations concernent aussi le financement des sorties scolaires avec nuitées (classes d'environnement), projets culturels, transports...
Les décisions prises par l'Etat et ses représentants sont vécues comme des injonctions, de surcroît rarement accompagnées de moyens financiers supplémentaires pour les collectivités territoriales qui se voient pourtant contraintes d'assumer les financements.
- La nécessité de préciser les missions des acteurs du système scolaire, des parents et des partenaires extérieurs à l'école apparaît indispensable à tous : Qui fait quoi ? Où ? Quand ? Comment s'élaborent les échanges et les collaborations ? Les contrats éducatifs locaux ne doivent-ils pas être utilisés comme des outils d'une politique scolaire et éducative prenant en compte l'enfant dans sa globalité et rendant, par là même, indispensable la mise en commun des actions conduites par tous les intervenants adultes.
- Le constat de l'absence des parents à cette réunion renvoie au constat de leur faible implication à l'égard de l'école en général dès lors qu'on les sollicite pour les conseils d'école ou des réunions où il n'est pas directement fait allusion à leur enfant. Force est de constater que le choix de cette question 12 supposée intéresser directement les parents n'a pas atteint son objectif.
Les relations avec les parents font-elles partie des missions des enseignants ? Une réponse positive n'est pas évidente pour tous les enseignants présents même s'il apparaît au plus grand nombre qu'il est impossible de comprendre un élève sans rencontrer ses parents.
Le dialogue entre les enseignants et les parents est souvent difficile et a tendance à le devenir chaque jour davantage sans que les raisons soient clairement cernées même si un consensus apparaît pour noter une évolution négative des liens sociaux en général qui a un effet au sein de l'école. Les raisons apparaissent multiples, variables selon les écoles, les quartiers ou communes, les catégories socioprofessionnelles, les classes. Ainsi, est-il indiqué que les relations parents-enseignants ne sont pas comparables entre l'école maternelle et l'école primaire. Cette observation amène à s'interroger sur l'effet malsain de la demande croissante d'efficacité, de rendement au fur et à mesure que l'élève avance dans sa scolarité. Plus les exigences sont fortement exprimées par les parents au sujet des contenus de l'enseignement, des activités pratiquées au sein de l'école, plus l'attente du passage en 6^{ème} est chargée d'appréhension, plus les rapports se trouvent faussés, moins sereins voire moins confiants donc plus sujets à situations conflictuelles.

Il apparaît indispensable d'élaborer des stratégies adaptées à l'égard des parents qui ne viennent pas spontanément ou même qui ne viennent jamais rencontrer les enseignants. Cette recherche de stratégies doit être un des maillons importants d'une démarche pédagogique de lutte contre l'échec scolaire.

Il convient d'évaluer dans cette réflexion relative aux relations entre les enseignants et les parents ce qui peut être demandé aux uns et aux autres : à cet égard, la disponibilité ne peut pas être à sens unique.

Il ressort de cet échange que les enseignants sont insuffisamment formés tant dans le cadre de leur formation initiale que de leur formation continue aux relations avec les parents et d'une manière générale aux rapports avec les partenaires extérieurs. Pour ces derniers, un des premiers points d'une formation devrait être l'inventaire des partenaires extérieurs que les enseignants doivent connaître et identifier en fonction des objectifs qu'ils veulent atteindre. A titre d'exemple, combien d'enseignants connaissent tous les dispositifs mis en place pour venir en aide aux enfants handicapés ou en difficulté ?